



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 5 – 21 février au 6 mars 2022

Sommaire

Fait marquant

- Des mesures de lutte contre les « trolls » anonymes sont ajoutées à l'*Online Safety Bill*

Economie numérique et régulation

- Le Trésor britannique publie une consultation sur sa proposition de taxe sur les ventes en ligne
- Le Royaume-Uni et Singapour annoncent la signature d'un *Digital Economy Agreement*
- Selon le *Financial Times*, le projet de « l'Oxford-Cambridge Arc » n'est plus une priorité du gouvernement
- Le gouvernement publie une consultation sur la mise en place d'une « infrastructure cyber-physique » nationale

Télécommunications et réseaux

- Le gouvernement lance deux consultations dans le cadre du *Telecommunications Security Act*
- Le régulateur des télécommunications lance 27 enquêtes sur l'impartialité du média russe *RT*
- La *BBC* et *ITV* suspendent la vente de licences de programmes à leurs clients russes, alors que la Russie interdit le site d'informations de la *BBC*
- Le Royaume-Uni et le Japon signent un accord de coopération sur la diversification des télécommunications

Données et intelligence artificielle

- Le gouvernement finance à hauteur de 200 M£ des projets de recherche, basés notamment sur l'utilisation des données du *NHS*

Cyber-sécurité

- Le gouvernement lance un programme d'éducation au cyber pour les enfants
- Le centre national de cybersécurité appelle les organisations à renforcer leur niveau d'alerte

Spatial

- L'entreprise de satellites *OneWeb* suspend ses lancements depuis le cosmodrome de Baïkonour
- Le président de *Bharti*, actionnaire majoritaire de *OneWeb*, estime qu'il n'existe aucune garantie d'un transfert de production de satellites vers le R-U

Ecosystème tech

- *Innovate Finance* appelle le gouvernement à renforcer les réformes réglementaires en matière de *fintech*

Fait marquant: Des mesures de lutte contre les « trolls » anonymes sont ajoutées à l'Online Safety Bill

Dans un [communiqué de presse](#) du 25 février, le *Department for Digital, Culture, Media & Sport* (DCMS) a annoncé l'introduction de nouvelles mesures dans l'*Online Safety Bill*, afin de lutter contre le harcèlement en ligne provenant d'utilisateurs anonymes. Les principaux réseaux sociaux devront créer des outils permettant aux utilisateurs de personnaliser leurs expériences en ligne, de bloquer les « trolls » anonymes (personnes qui publient des messages délibérément offensants ou visant à créer une polémique) et de décider des contenus visibles. La loi créera deux nouvelles obligations applicables aux plate-formes de contenus d'utilisateur à l'usage de « catégorie 1 » (définies selon leur nombre d'utilisateurs et leur portée), auxquelles s'appliquent déjà un devoir de diligence plus fort :

(i) Les entreprises devront offrir à leurs utilisateurs des outils permettant de vérifier leur identité d'une part, et contrôler quelles personnes peuvent interagir avec eux, d'autre part (par exemple, en offrant la possibilité, dans les réglages, d'interdire les messages directs ne venant pas de profils dont l'identité a été vérifiée). Si l'*Online Safety Bill*, laisse le choix aux entreprises quant aux méthodes choisies pour la vérification d'identité (par exemple, vérification des photos de profil ou du numéro de téléphone mobile), l'*Ofcom* (régulateur des télécommunications) publiera des codes de bonnes pratiques définissant leurs obligations en la matière.

(ii) Les entreprises devront offrir aux utilisateurs adultes des outils leur permettant de définir les types de contenus qu'ils souhaitent voir apparaître sur leurs réseaux. Plus précisément, les utilisateurs devront avoir la possibilité de bloquer l'apparition de contenus « légaux mais préjudiciables », si ces derniers sont présents et tolérés sur la plate-forme en question. Cela pourrait prendre la forme de réglages permettant d'empêcher les recommandations pour certains types de contenus sensibles.

🌐 Economie numérique et régulation

1 Le Trésor britannique publie une consultation sur sa proposition de taxe sur les ventes en ligne

Le Trésor britannique a publié le 25 février une [consultation](#), ouverte jusqu'au 20 mai, sur sa proposition d'*Online Sales Tax* (OST). Le gouvernement britannique s'était engagé dans le [Budget d'automne 2021](#) à publier cette consultation, visant à définir les modalités et impacts potentiels de la mise en place de la taxe, qui a pour objectif de rééquilibrer les conditions de concurrence entre les commerces physiques et le commerce en ligne. Selon le Trésor, les recettes tirées de l'OST pourraient permettre de réduire les montants prélevés au titre des *business rates* (équivalent de la cotisation foncière des entreprises). Afin d'évaluer la faisabilité de cette mesure, un certain nombre de questions sont posées dans la consultation concernant l'assiette (biens et services concernés, types de ventes en ligne – inclusion ou non du *click & collect*, par exemple), le prélèvement (consommateur ou vendeur, rôle des intermédiaires telles que les places de marché) ou l'existence d'un abattement pour les petites entreprises.

2 Le Royaume-Uni et Singapour annoncent la signature d'un *Digital Economy Agreement*

La secrétaire d'Etat au commerce britannique Anne-Marie Trevelyan, à l'occasion de sa visite dans la région Indopacifique, et son homologue singapourien S. Iswaran ont annoncé le 25 février la signature d'un [Digital Economy Agreement](#). Cet accord, qui a fait l'objet en décembre 2021 d'un [accord de principe](#), vise prioritairement les fournisseurs de services qui pourront bénéficier d'un accès « facile, fiable et rapide » au marché singapourien. Il prévoit la libre-circulation des données, des engagements en termes de propriété intellectuelle, ainsi qu'un partenariat relatif à la cybersécurité. L'accord prévoit également de faciliter les échanges de biens en réduisant les formalités douanières et en reconnaissant les signatures et contrats électroniques.

3 Selon le *Financial Times*, le projet de « l'Oxford-Cambridge Arc » n'est plus une priorité du gouvernement

Selon un [article](#) du 26 février du *Financial Times*, le financement du projet de « l'Oxford-Cambridge Arc » aurait été mis de côté par le gouvernement, au profit d'un renforcement des dépenses en faveur du « *levelling up* » (stratégie de réorientation de dépenses vers le développement des territoires défavorisés, notamment dans le centre et le nord de l'Angleterre). Ce projet régional avait pour ambition de concurrencer la *Silicon Valley* en connectant les deux meilleures universités du R-U et le centre industriel de Milton Keynes grâce au renforcement du réseau de transports routiers et ferroviaires, et la construction de logements. S'il a longtemps été une priorité des gouvernements conservateurs successifs, le

projet aurait été laissé, selon le *Financial Times*, « entre les mains des autorités locales », qui estiment cependant n'avoir « ni l'argent ni le pouvoir » de mener à bien ce projet.

4 Le gouvernement publie une consultation sur la mise en place d'une « infrastructure cyber-physique » nationale

Le *Department for Business, Energy & Industrial Strategy* (BEIS) a lancé le 2 mars une [consultation](#), annoncée dans *l'Innovation Strategy* publiée en juillet 2021 et ouverte jusqu'au 11 mai, sur la mise en place d'une « infrastructure cyber-physique nationale ». Cette dernière désigne l'écosystème d'innovations basées à la fois dans les mondes physiques et numériques. Cet écosystème intègre à la fois des infrastructures physiques connectées et environnements d'innovation (tels que des laboratoires connectés) et des plate-formes numériques (tels que des outils de simulation en réalité virtuelle) à des fins d'innovation. Il a le potentiel d'offrir aux chercheurs et innovateurs britanniques une réduction des coûts et des risques pour les phases de prototypage, test, développement et mise en application. Les questions concernent les perspectives technologiques en matière de systèmes cyber-physiques, les besoins en compétences et en R&D, les risques en matière de cyber-sécurité, ainsi que les approches d'interopérabilité et la collaboration internationale.

📡 Télécommunications et réseaux

1 Le gouvernement lance deux consultations dans le cadre du *Telecommunications Security Act*

Le gouvernement a lancé en février deux consultations requises par le [Telecommunications \(Security\) Act](#) - devenu loi le 17 novembre 2021 -, visant à renforcer la sécurité des réseaux et à accélérer le retrait des équipements *Huawei* au R-U (pour rappel, le gouvernement avait déposé en novembre 2020 la *Telecommunications Security Bill*). La loi, d'une part, introduit de nouvelles obligations légales en matière de sécurité des réseaux, applicables aux entreprises du secteur des télécommunications, et d'autre part, confère au gouvernement un nouveau pouvoir de sécurité nationale lui permettant d'exclure des vendeurs considérés « à haut risque ».

Une première [consultation](#), [ouverte](#) du 18 février au 21 mars, a été lancée auprès des entreprises de télécommunication, sur le nouvel instrument juridique appelé « *designated vendor direction* » (directive sur les fournisseurs désignés). Ce dernier impose aux opérateurs télécoms des exigences concernant l'utilisation d'équipements provenant de « fournisseurs désignés » comme étant à haut risque, correspondant dans le cas présent à l'équipementier chinois *Huawei*. La directive soumise actuellement à consultation a notamment pour objectif d'imposer le retrait des équipements *Huawei* réseaux 5G d'ici la fin 2027 et des cœurs de réseaux de télécommunications d'ici janvier 2023, et l'interdiction de leur installation dans les réseaux 5G dès la publication de la directive.

La deuxième [consultation](#), [lancée](#) le 1^{er} mars et ouverte jusqu'au 10 mai, a pour objectif de recueillir l'avis de l'*Ofcom* (régulateur des télécommunications) et des opérateurs sur la mise en œuvre de nouvelles obligations en matière de sécurité des réseaux, notamment vis-à-vis des cybermenaces. Plus précisément, le gouvernement consulte sur des projets de règlements, décrivant les mesures à mettre en place par les opérateurs pour remplir leurs obligations légales, et sur un projet de code de bonnes pratiques. Les mesures proposées, élaborées avec le *National Cyber Security Centre*, visent à intégrer des réflexes en matière de cybersécurité à la fois dans le cadre des décisions d'investissement de long-terme et dans le fonctionnement quotidien des réseaux et services.

2 Le régulateur des télécommunications lance 27 enquêtes sur l'impartialité du média russe RT

Dans deux communiqués du [28 février](#) et du [2 mars](#), l'*Ofcom*, régulateur des télécommunications britannique, a annoncé le lancement de, respectivement, 15 et 12 enquêtes sur l'impartialité des programmes diffusés sur la chaîne d'information russe RT. Ces enquêtes ont pour objectif de vérifier le respect du [Broadcasting Code](#) par le média russe, dans le cadre de sa couverture de la guerre en Ukraine. Si l'*Ofcom* n'a pas encore officiellement retiré la licence de RT (à l'issue des enquêtes), la chaîne a de fait cessé d'être diffusée au R-U le 2 mars, selon un [Tweet](#) de la ministre du numérique Nadine Dorries. Le service Sky a cessé d'autoriser la chaîne RT du fait des sanctions décidées par l'Union européenne – le satellite diffusant la chaîne étant luxembourgeois. *Freeview* et *Freesat* ont également retiré la chaîne de leurs services, sans fournir pour l'instant d'explications.

3 La BBC et ITV suspendent la vente de licences de programmes à leurs clients russes, alors que la Russie interdit le site d'informations de la BBC

Selon un [article](#) du Guardian datant du 1^{er} mars, les groupes d'audiovisuel britanniques BBC et ITV ont annoncé la suspension de la vente de licences de contenu télévisuel à leurs clients russes (principalement de divertissement, telles que des séries TV), en conséquence de la guerre en Ukraine. Par ailleurs, dans un [article](#) du 4 mars, le Guardian signale également que le site internet de la BBC a été bloqué en Russie, et qu'il n'est disponible qu'à 17 % de son niveau normal.

4 Le Royaume-Uni et le Japon signent un accord de coopération sur la diversification des télécommunications

La secrétaire d'Etat britannique à l'infrastructure numérique, Julia Lopez, et le vice-Ministre de l'Intérieur japonais, Yuji Sasaki, ont [annoncé](#) le 4 mars un [ensemble d'initiatives](#) conjointes sur la diversification de la chaîne de valeur mondiale des télécommunications. Le RU et le Japon s'engagent notamment à échanger des informations sur leurs politiques publiques de diversification des fournisseurs et à renforcer leur coopération en recherche et développement, notamment sur l'*Open RAN* (technologies de réseau ouvertes) et la 6G.

Données et intelligence artificielle

1 Le gouvernement finance à hauteur de 200 M£ des projets de recherche basés notamment sur l'utilisation des données du NHS

Dans un [communiqué](#) du 2 mars, le *Department for Business, Energy and Industrial Strategy* et le *Department of Health and Social Care* ont annoncé le financement à hauteur de 200 M£ de projets de recherche en santé du *National Health System* (NHS). Ces projets auront pour objectif de renforcer l'innovation médicale grâce à l'utilisation des données du NHS, à travers des plate-formes de partage sécurisées et des services d'essais médicaux numériques. Selon le ministre de la Santé Sajid David, ce financement « permettra aux chercheurs au R-U d'accéder aux données du NHS de manière sécurisée, afin que les patients bénéficient de traitements innovants plus rapidement ».

Cyber-sécurité

1 Le gouvernement lance un programme d'éducation au cyber pour les enfants

Dans un [communiqué](#) du 23 février, le *Department for Digital, Media, Culture & Sport* a annoncé le lancement de [Cyber Explorers](#), une nouvelle plate-forme d'apprentissage gratuite pour les jeunes de 11 à 14 ans déployée dans les écoles. La plate-forme utilisera des méthodes ludiques – quiz, personnages, activités – pour montrer aux élèves les différents types de carrières auxquelles peuvent mener les compétences numériques et cybernétiques. L'objectif est de susciter l'intérêt des jeunes élèves avant leur choix des sujets pour le GCSE (équivalent du brevet des collèges) ou qualifications équivalentes. *Cyber Explorers* s'inscrit dans le cadre du plan gouvernemental visant à créer un vivier de talents hautement qualifiés et diversifiés pour le secteur cyber au R-U.

2 Le centre national de cybersécurité appelle les organisations à renforcer leur niveau d'alerte

Dans un [communiqué](#) du 3 mars, le *National Cyber Security Centre* (NCSC - branche du GCHQ, l'agence de renseignement électromagnétique), a appelé les organisations au R-U à renforcer leurs cyberdéfenses, après la publication d'une [alerte](#) de cybermenace renforcée. Bien que le NCSC n'ait pas connaissance de menaces actuelles spécifiques envers les organisations britanniques, les cyberattaques contre l'Ukraine, dans le cadre de la guerre, pourraient avoir des conséquences internationales. Le NCSC conseille aux organisations de suivre les [bonnes pratiques](#) publiées sur son site internet afin de pallier les cyber-risques.

📍 Spatial

1 L'entreprise de satellites *OneWeb* suspend ses lancements depuis le cosmodrome de Baïkonour

Dans une [publication](#) sur Twitter, l'entreprise britannique *OneWeb* a annoncé le 3 mars l'arrêt des lancements depuis le cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan), votée par son conseil d'administration (CA). A la suite de cette annonce, le ministre de l'économie Kwasi Kwarteng – qui détient un siège au CA de *OneWeb* – a apporté son [soutien](#) à la décision, en ajoutant que le R-U « allait revoir toute participation impliquant une collaboration avec la Russie ». En vertu d'un contrat avec *Arianespace*, *OneWeb* - constructeur britannique de constellations de satellites en orbite basse, principalement destinées à de la couverture haut débit - devait achever son réseau pour atteindre 648 satellites (taille critique pour fonctionner) grâce à 16 tirs de fusées Soyouz prévus entre décembre 2020 et fin 2022. Selon la [BBC](#), les deux entreprises seraient désormais à la recherche de fusées de lancement alternatives.

Ces décisions interviennent à la suite d'une demande de l'agence spatiale russe *Roscosmos* du 2 mars, exigeant un retrait du gouvernement britannique de l'actionariat de *OneWeb*, ainsi que des « garanties juridiques contraignantes pour que *OneWeb* n'utilise pas ces satellites à des fins militaires » ([communiqué TASS](#) - agence de presse russe). Dans un [tweet](#) publié plus tard dans la journée, Kwasi Kwarteng a indiqué que le gouvernement refusait ces demandes. Pour rappel, le gouvernement britannique et la société indienne *Bharti Global* détiennent chacun 42,2 % de son capital depuis novembre 2020.

2 Le président de *Bharti*, actionnaire majoritaire de *OneWeb*, estime qu'il n'existe aucune garantie d'un transfert de production de satellites vers le R-U

Dans un [entretien](#) avec le *Financial Times* datant du 1^{er} mars, Sunil Barhi Mittal, président de *Bharti Entreprises*, a indiqué que *OneWeb* ne pouvait pas garantir le transfert de la production de ses satellites - actuellement principalement basée aux Etats-Unis - au R-U, contrairement aux annonces faites par le gouvernement britannique. Ce dernier avait racheté en novembre 2020, conjointement avec le groupe indien *Bharti Global* (à hauteur de 500 M\$ pour chacune des parties), l'entreprise de réseau de satellites, avec pour ambition de renforcer le secteur spatial britannique et notamment ses capacités industrielles. Or, selon M. Mittal, si *OneWeb* valorisera des entreprises ayant des activités manufacturières au R-U pour la construction de ses satellites, d'autres éléments, notamment de coût, entreront en compte.

📍 Ecosystème tech

3 *Innovate Finance* appelle le gouvernement à renforcer les réformes réglementaires en matière de *fintech*

Dans une [lettre ouverte](#) publiée le 20 février sur le site d'*Innovate Finance* – association professionnelle des *fintech*, les directeurs et fondateurs de plus de 70 *fintech* britanniques (telles que *Monzo*, *Starling* ou *AtomBank*) appellent à améliorer la réglementation du secteur. La lettre indique que « la réglementation doit être mise à jour (...) afin de promouvoir l'innovation tout en protégeant le consommateur et la stabilité financière ». La lettre appelle également à « tirer les bénéfices du Brexit » en réduisant les exigences de capital. Enfin, les *fintech* demandent au gouvernement d'établir une stratégie claire en matière de gestion des risques liés aux cryptomonnaies et à la finance décentralisée.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 21 février et le 6 mars 2022 :

- [Haruko](#), *Crypto* (plate-forme de marchés crypto pour institutionnels) : [Seed, 10 M\\$](#)
- [PerchPeek](#), *HR* (plate-forme d'aide à la relocalisation) : [Série A, 8 M€](#)
- [Porotech](#), *Semiconductor* (produits micro-LED) : [Série A, 20 M\\$](#)
- [BetterDairy](#), *FoodTech* (fromages végétaliens) : [Série A, 22 M€](#)
- [Weavr](#), *FinTech* (intégration de services financiers) : [Série A, 40 M\\$](#)
- [Shares](#), *FinTech* (application d'investissement couplée à un réseau social) : [Série A, 40 M\\$](#)
- [OCR Labs](#), *Cybersecurity* (services de protection contre la fraude) : [Série B, 30 M\\$](#)
- [Epsiolgen](#), *BioTech* (développement d'anti-corps à immunoglobuline) : [Série B, 31 M€](#)
- [Automata](#), *MedTech* (automatisation de processus de laboratoire) : [Série B, 50 M\\$](#)
- [Pollination](#), *Climate* (entreprise de conseil en changement climatique) : [Série B, 50 M\\$](#)
- [RedSift](#), *Cybersecurity* (mesures de protection contre le *phising*) : [Série B, 54 M\\$](#)
- [Paragraf](#), *Hardware* (composants électroniques en graphène) : [Série B, 60 M\\$](#)
- [PrimaryBid](#), *FinTech* (plate-forme d'investissement) : [Série C, 190 M\\$](#)
- [Blend Network](#), *FinTech* (mise en relation de prêteurs et d'emprunteurs) : [Venture Round, 10 M€](#)
- [Gousto](#), *FoodTech* (livraison de kits de repas) : [Investment Round, 230 M\\$](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international